

gouvernement, ou n'importe quel nombre de gouvernements, pour administrer les affaires du pays. (Écoutez! écoutez!) Les hon. messieurs qui ont été à la tête de ce pays depuis des années, se sont imaginés que toute la sagesse et tous les talents politiques du pays étaient concentrés en eux, et qu'il faut nécessairement que le pays s'en aille en ruine s'ils ne restent pas au timon des affaires. C'est là, je crois, une prétention un peu exagérée. Cependant, je ne veux pas dire que ce ne sont pas des hommes capables. Mais je dirai que l'hon. proc.-gén. du Bas-Canada, et son collègue, l'hon. proc.-gén. du Haut-Canada, qui ont été tellement combattus et vilipendés par les hon. messieurs qui sont aujourd'hui associés avec eux dans le gouvernement, ont dû être extrêmement flattés quand ils ont vu qu'après toutes les accusations de corruption qui avaient été portées contre eux, ces purs patriotes de notre section du pays consentaient à se joindre à eux pour conduire les affaires du pays. (Écoutez! écoutez!) L'hon. secrétaire provincial a dit, dans une contestation politique, que nous avons euo ensemble,—et qui, je dois l'avouer, a été conduite très agréablement malgré qu'il y eût eu des passes d'armes assez vives entre nous sur le parquet de cette chambre,—en s'excusant devant ses électeurs de son changement d'opinion sur la question de la représentation basée sur la population, que la crise financière du pays était devenue tellement plus imminente que la crise constitutionnelle, qu'il était devenu absolument nécessaire d'accepter le pouvoir,—de fait, de se joindre aux messieurs du Bas-Canada qui faisaient de la représentation basée sur la population une question arrêtée. Il faut veiller aux cordons de la bourse, disait-il, ou le pays va s'en aller en ruine. Il est extrêmement satisfaisant de voir cet hon. monsieur occuper une position dans laquelle il va créer une dette beaucoup plus considérable qu'auparavant. Il est très satisfaisant de le voir maintenant siéger sur les banquettes ministérielles prénant le nouveau fardeau de plusieurs millions de piastres qui nous sera imposé par cette union et par la construction du chemin de fer intercolonial. A une certaine époque, et elle n'est pas encore très éloignée, ce pays a été agité d'une extrémité à l'autre par l'assertion que la dette publique était tellement forte qu'elle équivalait à une hypothèque de \$25 sur chaque acre de terre en

culture dans la province,—et aujourd'hui, ceux qui faisaient cette assertion veulent ajouter d'autres millions à la dette par ce chemin de fer, et pour ainsi dire \$5 de plus à la dette par tête de la population du pays. (Écoutez! écoutez!) Eh bien! si l'hon. secrétaire provincial était sincère quand il disait que le retranchement était nécessaire pour nous sauver de la ruine, comment peut-il concilier cela avec son devoir, lorsqu'on le trouve à prôner aujourd'hui cette immense extravagance, lorsqu'aucun danger ne la nécessite, mais qu'au contraire nous jouissons d'un degré de prospérité qui devrait nous rendre excessivement attentifs à voir comment nous adopterons des changements constitutionnels. Je vois des hon. messieurs se plaindre que nos chemins de fer ne suffisent pas pour répondre aux besoins du commerce, et pour desservir les intérêts du pays convenablement.—Il est vrai que nos récoltes ne sont pas aussi abondantes qu'elles l'étaient; nullo prévoyance humaine ne saurait nous assurer de bonnes récoltes; mais, cependant, d'après ces hon. messieurs, le commerce du pays s'accroît, et tout ce qu'ils disent à ce sujet ne prouve pas du tout que nous marchons à la ruine. Un peuple qui augmente en population comme nous augmentons, qui accroît ses richesses comme nous, et qui, en sus de toutes ses dépenses, a un million et demi de surplus de revenu, ne court pas à sa ruine comme l'ont dit certains hon. messieurs. Je dis donc que nous ne devrions pas nous hâter de faire un changement qui peut nous être nuisible, sans demander au peuple s'il l'approuve ou non. (Écoutez! écoutez!) Les hon. messieurs qui siègent sur les banquettes ministérielles ont tellement hâte de faire adopter ce plan, qu'ils se querellent même entre eux à propos de savoir qui en est l'auteur; et la chambre a été amusée l'autre jour lorsque l'hon. président du conseil a pris l'hon. procureur-général du Haut-Canada à partie, parce qu'il avait osé dire que c'était son gouvernement qui avait le premier parlé de cette question. (Rires.) Ils paraissent être très fiers de leur enfant mais notre patrie, qui est la mère de ce poupon, se débat dans l'agonie par la crainte des fardeaux que ces hon. messieurs cherchent à lui imposer. (Écoutez! écoutez!) L'hon. ministre de l'agriculture a attiré notre attention, l'autre soir, sur les affaires des États-Unis, et a parlé de l'armée des entrepreneurs et des percepteurs de taxes qui s'y